

**Unité départementale de la Marne**

Horaires d'ouverture : 9h30-11h30 / 14h00-16h00

Parc technologique Henri Farman

10 rue Clément Ader

51 100 REIMS

Reims, le 12 décembre 2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 17/10/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **IPC PETROLEUM FRANCE**

MACLAUNAY  
51210 Montmirail

Références : D1 i 2023-880

Code AIOT : 0005701409

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/10/2023 dans l'établissement IPC PETROLEUM FRANCE implanté MACLAUNAY 51210 Montmirail. L'inspection a été annoncée le 15/09/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- IPC PETROLEUM FRANCE
- MACLAUNAY 51210 Montmirail
- Code AIOT : 0005701409
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La société IPC exploite un champ pétrolifère mettant en œuvre des sites d'extraction et un centre de production de pétrole brut sur le site de Montmirail. Le site est classé Seveso seuil haut pour ses stockages de pétrole brut.

L'extraction du pétrole est effectuée sur différentes plates-formes éloignées les unes des autres. Le transfert de pétrole brut vers le Havre s'effectue par camions.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Étude de dangers
- Organisation en cas de crise
- Analyse de risques
- Vérification des installations électriques

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Organisation en cas de crise	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Lettre de suite préfectorale	4 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Étude de dangers	Arrêté Préfectoral du 15/07/2019, article 7.1	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Analyse de risques	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Sans objet
4	Vérification des installations	Arrêté Préfectoral du 15/07/2019, article 7.5.2	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats effectués par l'inspection ont mis en exergue que certaines des nouvelles prescriptions relatives à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées SEVESO de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 modifié n'ont pas été prises en compte. En effet, l'ensemble des points exigés dans le POI par l'article 5 de l'arrêté ministériel cité ci-avant n'y figurent pas, tout comme les équipements de prélèvement à mobiliser par substance et milieux, ainsi que l'organisation afférente. L'inspection propose à monsieur le préfet de la Marne, de rappeler à l'exploitant ses obligations réglementaires par lettre de suite préfectorale sur ce point. D'autres constats font l'objet d'observations pour lesquels un engagement de l'exploitant est attendu.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Étude de dangers

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/07/2019, article 7.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Mesures de maîtrise des risques
<b>Prescription contrôlée :</b> Une description détaillée des mesures de maîtrises des risques figure dans l'étude de dangers.
<p><b>Constats :</b></p> <p>Suite à la précédente visite d'inspection, la procédure de gestion des mesures de maîtrise des risques (MMR) a bien été mise à jour par l'exploitant et transmise par courriel en amont de l'inspection. Elle n'appelle pas de remarque complémentaire.</p> <p>Concernant les MMR, une description détaillée des mesures de maîtrises des risques figure dans l'étude de dangers mais suite à la précédente visite, l'inspection avait souhaité que l'exploitant crée des fiches détaillées pour les chaînes de sécurité retenues et que celles-ci soient en cohérence avec l'étude de dangers (EDD) de l'établissement afin de pouvoir finaliser l'instruction de la révision quinquennale de cette EDD. L'inspection a consulté par sondage une des fiches MMR nouvellement créée par l'exploitant, celle-ci répond en partie aux éléments demandés par l'inspection.</p> <p>Toutefois, il manque encore les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>&gt; le détail technique de l'équipement (données constructeur) et/ou de la mesure organisationnelle (opérateur, paramètres process,...) n'y figure pas, ceci ne permet donc pas de vérifier l'adéquation de la maintenance, des fréquences de test ou encore du niveau de confiance éventuel garantis/préconisés par le constructeur ;</li> <li>&gt; la fréquence de test de bon fonctionnement, garantissant la fonction de sécurité de chaque sous-fonction et de la MMR au global, afin de garantir la cinétique de mise en œuvre en adéquation avec celle des événements à maîtriser, n'est pas précisé (réalisés dans des conditions les plus proches possibles des conditions de fonctionnement).</li> </ul> <p>De plus, le niveau de confiance garanti par la MMR dans les fiches doit être cohérent avec ce qui a été retenu pour la décote de probabilité dans l'étude de danger, ce qui n'était pas le cas pour la MMR concernée par le contrôle par sondage.</p>
<p><b>Observations :</b></p> <p>L'exploitant s'engage à réaliser les améliorations nécessaires à ses fiches de suivi MMR afin de les rendre opérationnelles et qu'elles puissent correspondre aux éléments présentés dans l'étude de dangers de l'établissement.</p> <p>Il s'engage à transmettre les éléments finalisés pour <b>le 31 décembre 2023</b> à l'inspection afin de</p>

pouvoir finaliser l'instruction du réexamen quinquennal de l'étude de dangers.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 2 : Organisation en cas de crise

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Plan d'opération interne
<p><b>Prescription contrôlée :</b> [...]</p> <p>Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise :</li> <li>- les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ;</li> <li>- les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ;</li> <li>- les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher.</li> </ul> <p>L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. Dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées ;</p> <p>- les moyens et méthodes prévus, en ce qui concerne l'exploitant, pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur.</p> <p>L'annexe V du présent arrêté précise les données et les informations devant figurer dans le plan d'opération interne.</p> <p><b>Constats :</b> L'exploitant a transmis en amont de la visite par courriel la dernière version de son plan d'opération interne. L'ensemble des points exigés par l'article 5 de l'arrêté ministériel cité ci-dessus n'y figurent pas, comme les équipements de prélèvement à mobiliser par substance et milieux, ainsi que l'organisation afférente. L'exploitant indique que le contrat est en cours d'élaboration avec l'APAVE. Le bon de commande signé a été présenté à l'Inspection. L'exploitant a fait le choix d'élaborer sa stratégie de prélèvement avec ce prestataire mais d'internaliser l'organisation et la gestion des prélèvements.</p> <p>L'inspection propose à monsieur le préfet de la Marne, de rappeler à l'exploitant ses obligations réglementaires par lettre de suite préfectorale. L'exploitant devra en tout état de cause transmettre une nouvelle version de son POI, intégrant l'ensemble des éléments listés dans l'article 5 de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 modifié dans un délai de 4 mois.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 4 mois

## N° 3 : Analyse de risques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rapport assureur
<b>Prescription contrôlée :</b>

<p>[...]</p> <p>Les éléments des rapports de visites de risques qui portent sur les constats et sur les recommandations issues de l'analyse des risques menée par l'assureur dans l'établissement, sont également tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant ne s'est jamais fait auditer par sa société d'assurance. Il ne dispose donc pas de rapport de son assureur</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 4 : Vérification des installations

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/07/2019, article 7.5.2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Matériel électrique</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les installations électriques sont conformes à la norme NFC 15.100 et à la réglementation en vigueur. Un contrôle est effectué au maximum une fois par an par un organisme agréé qui devra très explicitement mentionner les déficiences relevées dans son rapport de contrôle. L'exploitant doit remédier à toutes les déficiences relevées dans les délais les plus brefs..</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les derniers rapports de vérification électrique ont été transmis à l'inspection en amont de la visite d'inspection. Certains points font l'objet d'une récurrence. Sur ces différents points, l'exploitant a transmis un plan d'actions afin de les résorber sous un délai maîtrisé (fin janvier 2024 au plus tard). D'autres points sont de nouveaux écarts. Ils sont intégrés à la GMAO de l'établissement pour être traités selon la priorité des actions et des contraintes liés à l'exploitation.</p> <p>Par ailleurs, d'autres éléments des rapports posent question. En effet, il est indiqué par exemple :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>&gt; « Conformément à l'arrêté du 26/12/2011, le chef d'établissement doit préalablement, à toute intervention ultérieure, faire procéder à la vérification de la mise à la terre des appareils d'éclairages fixes qui n'ont pas fait l'objet de la présente vérification. » alors que les vérifications ont été complètes selon l'exploitant ;</li> <li>&gt; des éléments sont identifiés comme non présentés dans la partie relative au dossier technique ;</li> <li>&gt; ou encore, une partie sur l'obligation de réaliser une mission d'évaluation du risque ATEX alors que l'établissement possède déjà cette évaluation du risque.</li> </ul> <p>L'inspection est revenue également sur le dernier contrôle thermographique Q19 des installations électriques le jour de la visite qui présente également des éléments portant interrogation dans la partie « avis et améliorations »</p>
<p><b>Observations :</b></p> <p>L'exploitant s'engage à résorber tous les écarts électriques selon le plan d'actions transmis pour les écarts récurrents et d'ici à la prochaine vérification des installations pour le reste. Il s'engage en outre à bien prendre connaissance de tous les éléments figurant sur ses rapports de contrôle et à ajuster le cas échéant avec le prestataire les remarques annexes qui peuvent y figurer.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>